

Michele Potestà

---

**LA RINUNCIA PREVENTIVA  
ALL'IMPUGNABILITÀ DEL LODO  
ARBITRALE È COMPATIBILE CON  
LA CONVENZIONE EUROPEA DEI  
DIRITTI DELL'UOMO? IL  
TRIBUNALE FEDERALE SVIZZERO SI  
PRONUNCIA SULLA QUESTIONE**

---

Estratto



Milano • Giuffrè Editore

SVIZZERA - TRIBUNALE FEDERALE, 1<sup>re</sup> Cour civil; sentenza del 4 gennaio 2012, n. 4A-238/2011; KLETT *Pres.*; CORBOZ, ROTTENBERG LIATOWITSCH, KOLLY, KISS *Giud.*; X. c. Z. S.A.

**Arbitrato internazionale - Rinuncia preventiva all'impugnabilità del lodo - Mancanza del riferimento alle disposizioni concernenti l'impugnazione del lodo e la rinuncia all'impugnabilità - Irrilevanza - Dichiarazione espressa dalla quale si evinca in modo chiaro e preciso la volontà di rinunciare - Sufficienza.**

**Arbitrato internazionale - Rinuncia preventiva all'impugnabilità del lodo - Rinuncia delle parti ad « ogni diritto di appellare » il lodo - Rinuncia ad ogni mezzo di impugnazione e non solamente all'appello - Configurabilità - Conseguente inammissibilità del ricorso proposto.**

**Arbitrato internazionale - Rinuncia preventiva all'impugnabilità del lodo - Art. 6 della Convenzione europea dei diritti dell'uomo - Compatibilità.**

*La rinuncia all'impugnabilità del lodo non deve necessariamente contenere la menzione delle disposizioni della Legge federale svizzera sul diritto internazionale privato (LDIP) concernenti l'impugnazione del lodo e la rinuncia all'impugnabilità dello stesso, essendo sufficiente che dalla dichiarazione espressa delle parti si evinca in maniera chiara e precisa la loro volontà comune di rinunciare ad ogni ricorso contro il lodo.*

*La clausola arbitrale che preveda che « le parti non avranno alcun diritto di appellare il lodo dinanzi ad alcun organo giurisdizionale » deve essere interpretata quale rinuncia ad ogni mezzo di impugnazione, e non solamente all'appello in senso stretto (inteso come mezzo di impugnazione che permette la revisione nel merito della decisione).*

*La rinuncia preventiva all'impugnabilità del lodo così come consentita dall'art. 192 LDIP è compatibile con l'art. 6 della Convenzione europea dei diritti dell'uomo.*

CENNI DI FATTO. X, imprenditore tunisino domiciliato in Tunisia, conclude con la società di diritto francese Z quattro contratti: un patto parasociale, un patto di opzione e due accordi di cessione di partecipazioni sociali. I suddetti contratti contengono tutti una clausola arbitrale che, in termini quasi identici, prevede che « The decision of the arbitration shall be final and binding and neither party shall have any right to appeal such decision to any court of law ». Sorge una prima controversia tra le parti e X inizia un procedimento arbitrale contro Z in base al patto parasociale. Il lodo arbitrale che rigetta la domanda di X è impugnato da quest'ultimo dinanzi al Tribunale federale svizzero, che, con sentenza del 9 marzo 2011, dichiara la impugnazione inammissibile, in quanto le parti avevano escluso contrattualmente l'impugnabilità del lodo ai sensi dell'art. 192 della Legge federale svizzera sul diritto internazionale privato (LDIP). Una seconda controversia sorge allorché X si rifiuta di trasferire a Z le quote azionarie di una società in base al patto di opzione stipulato tra X e Z e quest'ultimo inizia un procedimento arbitrale sotto l'egida della Camera di Commercio Internazionale (CCI), con sede dell'arbitrato a

Ginevra, ottenendo un lodo che condanna X al trasferimento delle quote. X propone allora impugnazione del lodo dinanzi al Tribunale federale svizzero.

MOTIVI DELLA DECISIONE. — (*Omissis*).

2. La recevabilité du présent recours suppose, entre autres conditions, que les parties n'aient pas exclu la possibilité d'interjeter un recours au sens de l'art. 190 LDIP.

2.1 L'art. 192 al. 1 LDIP prévoit que, si les deux parties n'ont ni domicile, ni résidence habituelle, ni établissement en Suisse, elles peuvent, par une déclaration expresse dans la convention d'arbitrage ou un accord écrit ultérieur, exclure tout recours contre les sentences du tribunal arbitral; elles peuvent aussi n'exclure le recours que pour l'un ou l'autre des motifs énumérés à l'art. 190 al. 2 LDIP.

La jurisprudence fédérale a dégagé progressivement les principes découlant de cette disposition. Il en ressort, en substance, que la pratique n'admet que de manière restrictive les conventions d'exclusion et qu'elle juge insuffisante une renonciation indirecte. S'agissant de la renonciation directe, elle ne doit pas forcément comporter la mention de l'art. 190 LDIP et/ou de l'art. 192 LDIP. Il suffit que la déclaration expresse des parties fasse ressortir de manière claire et nette leur volonté commune de renoncer à tout recours. Savoir si tel est bien le cas est affaire d'interprétation (ATF 134 III 260 consid. 3.1 et les arrêts cités).

(...).

2.2.4.

2.2.4.1 Selon le recourant, la prise en compte de "la culture juridique familiale aux parties" montrerait que celles-ci n'ont pu avoir à l'esprit qu'une notion étroite du terme "appeal" figurant dans la clause de renonciation, c'est-à-dire qu'elles ont eu en vue, en utilisant ce terme, la seule voie de recours ordinaire, dévolutive et réformatoire ainsi dénommée (cf. ATF 131 III 173 consid. 4.2.3.2 180). Aussi bien, tant le droit de l'Etat de New York, comme *lex causae*, que les droits tunisien et français, comme droits des pays où les parties ont respectivement leur domicile et leur siège, attribueraient-ils une telle signification au terme en question. Dès lors, les parties, en renonçant à tout "right of appeal" contre une éventuelle sentence à venir, n'auraient entendu renoncer qu'à l'appel au sens strict du terme, à l'exclusion des recours extraordinaires. L'usage du singulier ("right of appeal" plutôt que "rights of appeal") ne serait du reste pas anodin à cet égard, car il tendrait à confirmer que les parties visaient bien un mode de contestation particulier, et non pas tous les moyens de recours à disposition.

2.2.4.2 Force est de souligner d'emblée que la dernière remarque formulée par le recourant se heurte au texte même de la clause litigieuse dans lequel le terme "appeal" est utilisé, non pas comme substantif (avec la préposition "of", qui n'y figure pas), mais comme verbe transitif direct (après la préposition "to"; "right to appeal such decision"). Cela étant, si l'on considère ce verbe, non pas isolément, mais en le remplaçant dans son contexte, il n'y a aucune raison d'admettre que les parties l'auraient utilisé à dessein pour n'exclure que la voie de l'appel stricto sensu. Il apparaît, au contraire, qu'elles en ont usé afin d'exclure la possibilité pour chacune d'elles de recourir contre la sentence (cf. consid. 2.2.2 ci-dessus).

Ensuite, la démarche du recourant, consistant à rechercher, dans les différents ordres juridiques susceptibles d'entrer en ligne de compte, un rattachement alternatif *in favorem invaliditatis*, s'agissant d'interpréter la clause d'exclusion, est, à tout

le moins, discutable et peu conforme, de surcroît, au principe de l'économie de la procédure. De fait, elle nécessitera, suivant les circonstances, une analyse délicate de la nature des moyens de droit établis par les législations de plusieurs Etats — en particulier, lorsque les parties ne résident pas dans le même pays et ont choisi d'appliquer à leur contrat la législation d'un pays tiers — et cette analyse, visant uniquement à déterminer la recevabilité du recours au Tribunal fédéral, sera souvent disproportionnée par rapport aux intérêts en jeu. On peut donc raisonnablement se demander, quant au droit applicable à l'interprétation de la clause d'exclusion, problème relevant de la validité matérielle de cet accord, s'il se justifie de le rechercher en appliquant la disposition prévue à cet effet pour la convention d'arbitrage, soit l'art. 178 al. 2 LDIP, comme le préconise une partie de la doctrine (cf. BERGER/KELLERHALS, *International and Domestic Arbitration in Switzerland*, 2<sup>e</sup> éd. 2010, n° 1671), ou s'il ne conviendrait pas plutôt d'appliquer le seul droit suisse, comme le suggèrent deux auteurs en invoquant le principe de proximité, la renonciation ayant trait à l'intervention du juge suisse et provoquant l'incompétence du Tribunal fédéral (KAUFMANN-KOHLER/RIGOZZI, *Arbitrage international - Droit et pratique à la lumière de la LDIP*, 2<sup>e</sup> éd. 2010, n° 761a 474). Quant à poser un principe général selon lequel le terme anglais "appeal" manifesterait suffisamment (ou insuffisamment) la volonté des parties de renoncer au recours ouvert en Suisse contre une sentence arbitrale internationale, cette approche, envisagée par un auteur (SÉBASTIEN BESSON, in *Revue de l'arbitrage*, 2005, 1082), aurait certes le double mérite de la simplicité et de la prévisibilité; il est, cependant, douteux qu'une telle fiction juridique soit compatible avec les règles générales touchant l'interprétation des manifestations de volonté en matière contractuelle et il ne serait, de toute façon, guère envisageable, sous l'angle de la sécurité du droit, d'y soumettre des clauses de renonciation stipulées avant son éventuelle institution par la voie prétorienne. Point n'est toutefois besoin de trancher définitivement, en l'espèce, la question ici débattue, dès lors que, à l'instar du droit suisse, aucun des droits étrangers invoqués ne vient au soutien de la thèse défendue par le recourant, comme on le démontrera ci-après.

Le recourant a produit des extraits de textes légaux ainsi que la copie d'une décision judiciaire en vue de démontrer que les droits de procédure civile tunisien, français et new-yorkais connaissent tous l'institution de l'appel au sens strict du terme par opposition aux voies de recours extraordinaires. Toutefois, pareille démonstration revient à élargir indûment les données du problème: il ne s'agit pas de se demander si chacun de ces ordres juridiques ouvre la voie de l'appel ordinaire, dans son acception traditionnelle, contre les décisions rendues dans un procès en matière civile, mais uniquement s'il en fait de même à l'égard des sentences rendues dans le cadre d'un arbitrage international. Ce n'est, en effet, que dans cette dernière hypothèse qu'une renonciation à interjeter appel contre une telle sentence aurait un sens et non pas dans celle où, nonobstant l'existence d'un appel ordinaire, les parties à un arbitrage international ne pourraient de toute façon pas attaquer la sentence par cette voie de droit. Tel est d'ailleurs le fondement d'une critique formulée à l'encontre de l'arrêt publié aux ATF 131 III 173 par certains auteurs. Ceux-ci font observer que l'une des parties — en l'occurrence, la recourante — était une société anglaise et que le droit anglais ouvre un appel au sujet des questions de droit ("appeal on point of law"), auquel il peut être renoncé, à côté d'autres voies de droit, impératives elles, permettant d'invoquer des griefs comparables à

ceux de l'art. 190 al. 2 LDIP; ils en déduisent la possibilité qu'en excluant "any rights of appeal", les parties n'aient voulu renoncer, en réalité, qu'à l'"appeal on point of law" (FRANÇOIS PERRET, in *Bulletin de l'Association Suisse de l'Arbitrage [ASA]*, 2005, 522; BESSON, *op. cit.*, 1080 ss.; PLOUDRET - BESSON, *Comparative Law of International Arbitration*, 2<sup>e</sup> éd. 2007, n<sup>o</sup> 839 782).

La loi fédérale américaine de 1925 sur l'arbitrage (United States Arbitration Act [9 U.S.C.]), communément dénommée Federal Arbitration Act (FAA), a été conçue dans l'idée d'exclure des cas d'annulation la contrariété de la sentence au droit ou au fait (REDFERN - HUNTER - SMITH, *Droit et pratique de l'arbitrage commercial international*, 2<sup>e</sup> éd. 1994, 354 i.f.); elle n'ouvre donc pas la voie de l'appel contre les sentences arbitrales, internes ou internationales, ne permettant d'attaquer celles-ci que pour des motifs de nature procédurale (cf. Section 10 du FAA; THOMAS E. CARBONNEAU, *International Arbitration - The United States*, in *Internationale Schiedsgerichtsbarkeit*, 1997, Peter Gottwald [éd.], 875 ss, spéc. 877 et 883). L'arrêt rendu le 14 mai 1970 par la Cour d'appel de l'Etat de New York (26 N.Y.2d 493 [1970], n<sup>o</sup> 514), dont le recourant a versé une copie au dossier, ne dit pas autre chose. En France, depuis 1981, une sentence rendue en matière internationale ne peut faire l'objet que du recours en annulation prévu par l'art. 1504 du Nouveau Code de Procédure Civile (NCPC), à l'exclusion de l'appel proprement dit (FOUCHARD - GAILLARD - GOLDMAN, *Traité de l'arbitrage commercial international*, 1996, nos 1596 et 1597; cf. ATF 135 III 136 consid. 2 138); le recours en annulation est ouvert pour les motifs limitativement énumérés par l'art. 1502 NCPC, qui visent à sanctionner les irrégularités les plus graves, et non pas à soumettre la solution des arbitres sur le fond à un nouvel examen par le juge étatique (FOUCHARD - GAILLARD - GOLDMAN, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 1603). La situation n'est pas différente en droit tunisien. En effet, le Code de l'arbitrage, promulgué par la loi n<sup>o</sup> 93-42 du 26 avril 1993, dispose, à son art. 78 al. 1, réservé à l'arbitrage international (cf. art. 47 al. 1 du même Code), que la sentence arbitrale n'est susceptible que du recours en annulation, et il énonce, de façon limitative, à son art. 78 al. 2, les motifs susceptibles d'entraîner l'annulation de la sentence arbitrale internationale. En Suisse, enfin, le recours en matière civile permettant d'attaquer une telle sentence n'est recevable, en vertu de l'art. 77 al. 1 let. a LTF, que pour l'un des motifs figurant dans la liste exhaustive de l'art. 190 al. 2 LDIP; lui non plus n'a rien à voir avec un appel ordinaire.

Il appert de cette brève étude de droit comparé qu'aucune des législations invoquées par le recourant ne permet d'attaquer une sentence en matière d'arbitrage international par la voie de l'appel ordinaire. Aussi le recourant, en signant le contrat d'option incluant la convention d'arbitrage dans laquelle figure la clause d'exclusion litigieuse, n'a-t-il pu renoncer qu'au seul moyen de droit dont il disposerait pour attaquer une éventuelle sentence future, c'est-à-dire au recours en matière civile prévu par les deux dernières dispositions citées.

(...).

2.2.6 Les conditions d'application de l'art. 192 al. 1 LDIP sont ainsi réalisées en l'espèce, de sorte que le recours soumis à l'examen du Tribunal fédéral est irrecevable au regard de cette disposition.

Pour terminer sur ce point, on relèvera encore — fait notable — que la Tunisie, pays dont le recourant est ressortissant et où il a son domicile, a adopté l'approche optionnelle helvétique pour ce qui est de la renonciation au recours contre

une sentence arbitrale internationale (JUAN CARLOS LANDROVE, *Les limites de l'ordre public posées à la liberté contractuelle - Un exemple tiré du droit international privé suisse*, in *Le « droit décloisonné », interférences et interdépendances entre droit privé et droit public*, 2009, Dunand/Mahon [éd.], 343 ss, 347 note de pied 15). L'art. 78 al. 6 du Code de l'arbitrage prévoit, en effet, que les parties qui n'ont en Tunisie, ni domicile, ni résidence principale, ni établissement peuvent convenir expressément d'exclure tout recours, total ou partiel, contre toute décision du tribunal arbitral. Il y a donc d'autant moins de raison de faire abstraction de la clause d'exclusion que la partie concernée vient d'un pays où la faculté de renoncer à recourir contre une sentence arbitrale internationale a été codifiée de la même façon qu'en Suisse.

3. Cependant, le recourant soutient, dans une argumentation subsidiaire, que l'art. 192 LDIP n'est pas conforme à la Convention du 4 novembre 1950 de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (ci-après: la CEDH), si bien que le Tribunal fédéral devrait, en tout état de cause, refuser d'appliquer cette disposition légale et entrer en matière sur le présent recours. A l'en croire, l'exclusion anticipée de tout recours contre une sentence arbitrale internationale serait incompatible avec le droit à un procès équitable, garanti par l'art. 6 par. 1 CEDH, du moins lorsque la renonciation au recours entraîne la privation de moyens aussi essentiels que ceux relatifs à la violation du droit d'être entendu ou de l'ordre public.

(...).

3.1.2 L'intimée se prévaut encore de la jurisprudence voulant qu'il soit exclu de faire valoir directement une violation de la CEDH dans un recours dirigé contre une sentence arbitrale internationale, étant donné que semblable violation ne compte pas au nombre des motifs limitativement énumérés à l'art. 190 al. 2 LDIP (arrêts 4A-404/2010 du 19 avril 2011 consid. 3.5.3; 4A-43/2010 du 29 juillet 2010 consid. 3.6.1; 4A-320/2009 du 2 juin 2010 consid. 1.5.3; 4A-612/2009 du 10 février 2010 consid. 2.4.1; 4P.105/2005 du 4 août 2006 consid. 7.3). Elle soutient en outre, dans ce contexte, que le recourant n'a de toute façon pas satisfait à l'exigence de motivation posée à l'art. 77 al. 3 LTF.

Il est exact que, selon la jurisprudence citée, un recourant ne peut pas directement faire grief aux arbitres d'avoir violé la CEDH, même si les principes découlant de celle-ci peuvent servir, le cas échéant, à concrétiser les garanties invoquées par lui sur la base de l'art. 190 al. 2 LDIP (arrêts cités, *ibid.*). Toutefois, le problème à résoudre en l'espèce est différent: il ne s'agit pas d'examiner si les arbitres ont méconnu l'une ou l'autre de ces garanties, interprétées au besoin à la lumière de l'art. 6 par. 1 CEDH, mais bien de rechercher si l'art. 192 LDIP, qui permet aux parties d'exclure par avance tout recours contre une sentence arbitrale (ou d'exclure l'un ou l'autre des motifs de recours), est compatible avec l'art. 6 par. 1 CEDH (contrôle incident des normes).

Pour le surplus, le recourant indique clairement, sous n. 13 de son mémoire, pourquoi il estime que l'art. 192 LDIP n'est pas conforme à l'art. 6 par. 1 CEDH (cf. consid. 3 ci-dessus). Aussi son recours est-il suffisamment motivé sur ce point.

3.1.3 En dernier lieu, l'intimée soutient que le Tribunal fédéral a déjà tranché maintes fois la question litigieuse et admis la validité d'une clause de renonciation sous l'angle de l'art. 6 par. 1 CEDH. Elle a tort. Dans l'unique précédent invoqué par elle (arrêt 4A-486/2010, précité), le recourant, qui était le même que

dans la présente cause, n'avait pas soulevé le problème de la conformité de l'art. 192 LDIP au droit international. Dans une affaire antérieure, un grief y relatif avait été soulevé, mais pas suffisamment pour être recevable (ATF 134 III 260 consid. 3.2.3). Enfin, la question n'avait été qu'évoquée auparavant dans l'arrêt publié aux ATF 133 III 235 consid. 4.3.2.2 244 i.f., la renonciation à recourir ayant été jugée en principe inopposable à un sportif et "également sujet[te] à caution au regard de l'art. 6 par. 1 CEDH". Ce sont là, sauf erreur, les deux seuls arrêts consacrés ouvertement à la question controversée, laquelle demeure ainsi en suspens. Vrai est-il, cependant, que le Tribunal fédéral a toujours mis en oeuvre l'art. 192 LDIP lorsque les conditions d'application de cette disposition étaient réalisées et qu'il a laissé entrevoir ce faisant, de manière implicite, qu'il jugeait cette disposition légale conforme à l'art. 6 par. 1 CEDH.

Le temps est venu d'apporter une réponse expresse à la question litigieuse.

3.2 L'art. 6 par. 1 CEDH donne à toute personne le droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera notamment des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil.

Selon la Cour européenne des droits de l'homme, la disposition citée ne s'oppose pas à la création de tribunaux arbitraux afin de juger certains différends de nature patrimoniale divisant des particuliers, pour autant que la renonciation des parties à leur droit à un tribunal en faveur de l'arbitrage soit libre, licite et sans équivoque (arrêt du 28 octobre 2010 dans l'affaire Suda c. République tchèque [requête n° 1643/06], § 48-55 et les précédents cités). Ce point n'est pas litigieux.

La controverse porte, en l'espèce, sur la question de savoir s'il est possible de renoncer à recourir contre une sentence arbitrale à venir sans violer l'art. 6 par. 1 CEDH. Cette question doit être tranchée par l'affirmative. Sans doute la renonciation au recours implique-t-elle l'impossibilité pour la partie qui a succombé de faire constater par le Tribunal fédéral que la sentence attaquée a été rendue en violation des garanties procédurales fondamentales prévues par cette norme conventionnelle. Toutefois, ni la lettre ni l'esprit de celle-ci n'empêchent une personne de renoncer à de telles garanties de son plein gré, pour autant que pareille renonciation ne soit pas équivoque et ne se heurte à aucun intérêt public important (arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme du 28 mai 1997 dans l'affaire Pauer c. Autriche [requête n° 16717/90], § 58 et l'arrêt cité; FROWEIN - PEUKERT, *EMRK-Kommentar*, 3<sup>e</sup> éd. 2009, n° 3 ad art. 6 CEDH et les précédents cités à la page 145, note de pied 7). Or, l'art. 192 al. 1 LDIP satisfait à ces exigences puisqu'il commande que la renonciation soit expresse et, de surcroît, qu'elle fasse l'objet d'un accord entre les parties, ce qui exclut toute renonciation unilatérale. De plus, une renonciation qui ne serait pas faite de son plein gré par une partie, mais sous l'empire d'un vice du consentement, pourrait être invalidée de ce chef (arrêt 4A-514/2010 du 1er mars 2011 consid. 4.2). Au demeurant, comme l'arbitrage est un mode conventionnel de résolution des litiges par des juge privés — les arbitres — que les parties peuvent choisir, on ne voit pas, a priori, à quel intérêt public important une renonciation anticipée au recours, intervenant dans ce cadre procédural, serait susceptible de porter atteinte dans le cours ordinaire des choses.

Force est ainsi de conclure à la conformité de l'art. 192 al. 1 LDIP avec l'art. 6 par. 1 CEDH. Il n'y a, dès lors, pas de raison de priver les parties aptes à assumer les conséquences d'une renonciation au recours de la possibilité que leur offre

cette disposition — incarnation procédurale du principe d'autonomie de la volonté — d'échapper à toute intervention étatique susceptible de porter atteinte à la confidentialité de l'arbitrage ou de disposer rapidement d'une décision exécutoire mettant fin au différend (ANDREAS BUCHER, in *Commentaire romand, Loi sur le droit international privé - Convention de Lugano*, 2011, n° 19 ad art. 192 LDIP).

(...).

### **La rinuncia preventiva all'impugnabilità del lodo arbitrale è compatibile con la Convenzione europea dei diritti dell'uomo? Il Tribunale federale svizzero si pronuncia sulla questione.**

1. Nella sentenza annotata <sup>(1)</sup>, il Tribunale federale svizzero era chiamato ad esaminare, in sede di impugnazione di un lodo emesso a conclusione di un arbitrato internazionale, una clausola arbitrale che prevedeva la rinuncia delle parti ad impugnare il lodo avanti ai tribunali statali.

La possibilità di escludere contrattualmente il diritto ad impugnare un lodo arbitrale reso in Svizzera in un arbitrato internazionale è prevista nell'art. 192 della Legge federale sul diritto internazionale privato (LDIP) <sup>(2)</sup>. In base a tale norma, « qualora non abbiano il domicilio, la dimora abituale o una stabile organizzazione in Svizzera, le parti possono, con dichiarazione espressa nel patto di arbitrato o in un successivo accordo scritto, escludere completamente l'impugnabilità delle decisioni arbitrali; possono anche escludere soltanto alcune delle impugnative previste nell'articolo 190 capoverso 2 » <sup>(3)</sup>.

Come è chiaro dal tenore della norma, è possibile rinunciare all'impugnabilità del lodo arbitrale solamente se nessuna delle parti abbia il domicilio, la dimora abituale o una stabile organizzazione in Svizzera. L'assenza di un collegamento stretto tra le parti e il territorio svizzero è dunque la prima condizione di efficacia di tale rinuncia. Si noti che il riferimento è ai criteri del domicilio, della dimora e della stabile organizzazione, dovendosi quindi ritenere irrilevanti l'eventuale nazionalità svizzera delle parti o

---

<sup>(1)</sup> Pubblicata in *ASA Bulletin*, 2012, 369 ss., e in *Dir. comm. int.*, 2012, 496 ss., con nota di BIASIOLO.

<sup>(2)</sup> Oltre che in Svizzera, la possibilità di rinunciare preventivamente al diritto ad impugnare un lodo arbitrale è prevista in Belgio (si veda l'art. 1717(4) del *Code judiciaire* del Belgio), Svezia (si veda l'art. 51 della Legge sull'arbitrato della Svezia), Tunisia (si veda l'art. 78 c. 6 del Codice sull'arbitrato della Tunisia) e, in seguito alla riforma della legge sull'arbitrato del 2011, anche in Francia (si veda l'art. 1522 del Cod. proc. civ. della Francia, come modificato nel 2011). Come noto, il legislatore italiano ha invece escluso la possibilità di rinunciare preventivamente all'impugnabilità del lodo (si veda l'art. 829 c. 1 c.p.c., ove si ammette l'impugnazione del lodo per nullità « nonostante qualunque preventiva rinuncia »).

<sup>(3)</sup> Art. 192 c. 1, Legge federale sul diritto internazionale privato (LDIP) del 18 dicembre 1987, reperibile in versione italiana al sito <http://www.admin.ch/ch/i/rs/c291.html>.



l'esecuzione del contratto in Svizzera (4). La rinuncia all'impugnabilità può essere prevista direttamente nella convenzione di arbitrato (come normalmente avviene) o in un accordo successivo. Essa può essere totale o parziale; può cioè escludere tutti i motivi di impugnazione previsti dall'art. 190 LDIP (inclusi i motivi concernenti violazioni del contraddittorio e la contrarietà del lodo all'ordine pubblico) oppure solo alcuni di essi. L'istituto permette dunque alle parti di decidere preventivamente la misura più o meno ampia del controllo giurisdizionale sul lodo che esse vogliano riservare al giudice statale in sede di impugnazione. Rimane comunque salvo l'eventuale controllo del giudice in sede di esecuzione del lodo (5).

Quanto alla forma dell'accordo di esclusione, la norma fa riferimento ad una « dichiarazione espressa ». A questo proposito, il Tribunale federale aveva ribadito a più riprese che le parti devono rinunciare all'impugnabilità in modo « esplicito », e non in modo meramente « indiretto ». È dunque da escludere che soddisfisi i requisiti di cui all'art. 192 LDIP il generico riferimento ad un regolamento arbitrale, quale il Regolamento della CCI, che prevede che « la sottoposizione della controversia al Regolamento comporta per le parti... la presunzione che esse abbiano rinunciato a tutti i mezzi di impugnazione cui possano validamente rinunciare » (6). Mentre il requisito che la rinuncia fosse « espressa » era stato interpretato in un primo momento dal Tribunale federale in maniera piuttosto restrittiva, in quanto veniva richiesto alle parti un esplicito riferimento al rimedio che esse intendevano escludere (7), tale rigore è stato successivamente allentato dalla giurisprudenza. Con una decisione del 4 febbraio 2005, la prima in cui il Tribunale federale riteneva non ammissibile una impugnazione in base ad una rinuncia *ex art.* 192 LDIP (8), il Tribunale considerava come valida rinuncia una clausola in cui si prevedeva che il lodo fosse « final and

---

(4) In Belgio la possibilità di rinunciare all'impugnabilità è sottratta, oltre ai residenti in Belgio, anche agli individui di nazionalità belga. La legge francese sull'arbitrato non pone invece restrizioni di alcun tipo per quanto riguarda le parti (si veda l'art. 1522 del Cod. proc. civ. della Francia).

(5) Si veda l'art. 192 c. 2 LDIP.

(6) Si veda l'art. 34 c. 6 del Regolamento CCI nella versione in vigore dal 1° gennaio 2012. Si veda, ad es., la decisione del Tribunale federale dell'1 dicembre 2004, n. 4P.62/2004, pubblicata in *ASA Bulletin*, 2005, 483 ss., par. 1.2, secondo cui « Ne l'est pas davantage une renunciation indirecte, par soumission à un règlement d'arbitrage prévoyant que les parties renoncent à tout recours et/ou que la sentence sera définitive ».

(7) Si veda la decisione del Tribunale federale del 19 dicembre 1990, ATF 116 II 639, par. 2 c), pubblicata in *ASA Bulletin*, 1991, 262 ss.

(8) Si vedano i commenti alla decisione da parte di BESSON, in *Revue de l'arbitrage*, 2005, 1078 ss.; BAIZEAU, *Waiving the right to challenge an arbitral award rendered in Switzerland: Caveats and drafting considerations for foreign parties*, in *International Arbitration Law Review*, 2005, 69 ss.

binding on the parties who exclude all and any rights of appeal »<sup>(9)</sup>. Secondo la corte, l'uso del termine « appeal » andava inteso nel senso generico, comprensivo dei più vari mezzi di ricorso contro una decisione, e non, viceversa, nel senso di appello in senso stretto, inteso come rimedio impugnatorio che si estende alla revisione del merito di una decisione.

2. L'orientamento espresso nella sentenza del 2005 è ribadito nella decisione annotata, che dunque riafferma una giurisprudenza da considerare ormai consolidata. La sentenza ribadisce dapprima il principio secondo cui la rinuncia espressa « non deve necessariamente comportare la menzione dell'art. 190 e/o dell'art. 192 LDIP » (ossia delle disposizioni che, rispettivamente, trattano dell'impugnazione del lodo e della rinuncia all'impugnabilità). Per il Tribunale, « [è] sufficiente che la dichiarazione espressa delle parti faccia evincere in maniera chiara e precisa la loro volontà comune di rinunciare ad ogni ricorso; il che è questione di interpretazione » (par. 2.1).

Alla luce di questo principio, la Corte svizzera compie un'attenta disamina della convenzione di arbitrato contenuta nel patto di opzione all'origine della controversia. Come ricordato, il Tribunale federale aveva già esaminato una clausola quasi identica inserita in un diverso contratto in vigore tra le parti<sup>(10)</sup>. La corte, trattandosi di due contratti differenti, si rifiuta di dichiarare la questione coperta dal giudicato, e procede dunque ad un nuovo esame della clausola di rinuncia anche tenendo conto dei nuovi argomenti addotti dalle parti, pur sottolineando l'opportunità di arrivare ad una soluzione uniforme (par. 2.2.3).

Poiché le parti avevano rinunciato ad « ogni diritto di appellare » il lodo, il Tribunale torna ancora una volta sull'uso del termine « appeal », che le parti avevano utilizzato nel contratto. La tesi del ricorrente faceva leva sulla « cultura giuridica familiare alle parti » (par. 2.2.4) che avrebbe indicato come esse non potevano che intendere l'appello in senso stretto (ossia una nuova istanza di giudizio con oggetto un pieno riesame del merito), e non un rimedio straordinario quale il rimedio impugnatorio previsto per i limitati motivi di cui all'art. 190 LDIP. La corte si chiede dapprima se la questione della validità della rinuncia debba essere valutata secondo il principio del *favor validitatis* espresso nell'art. 178 c. 2 LDIP — in base al quale la validità risulterebbe dalla conformità ad almeno una delle leggi ivi menzionate (la legge scelta dalle parti per la convenzione di arbitrato, la legge applicabile al contratto o la legge svizzera) — o se non debba piut-

---

<sup>(9)</sup> Decisione del Tribunale federale del 4 febbraio 2005, n. 4P.236/2004, ATF 131 III 173, pubblicata in *ASA Bulletin*, 2005, 496 ss.

<sup>(10)</sup> Decisione del Tribunale federale, 21 marzo 2011, n. 4A-486/2010, pubblicata in *ASA Bulletin*, 2012, 365 ss.

tosto risolversi con riferimento solamente al diritto svizzero<sup>(11)</sup>. La questione rimane aperta, poiché il Tribunale ritiene che nel caso concreto non sia necessario dare una risposta definitiva al problema. Infatti, né la legge dello Stato di New York (la *lex causae*), né la legge tunisina né quella francese (le leggi degli Stati ove le parti erano rispettivamente domiciliate) contemplano un appello contro le decisioni arbitrali che si estenda alla revisione del merito. Era dunque chiaro che nel rinunciare ad ogni diritto di appello (*any right to appeal*) le parti non potevano che far riferimento al limitato rimedio impugnatorio normalmente previsto contro i lodi arbitrali e che in Svizzera è circoscritto ai motivi di cui all'art. 190 c. 2 LDIP. Il Tribunale federale trova conferma in un ulteriore dato comparatistico: anche la Tunisia, Stato del domicilio del ricorrente, prevede l'istituto della rinuncia all'impugnabilità del lodo in termini molto simili all'art. 192 LDIP, il che costituisce *a fortiori*, agli occhi del Tribunale federale, motivo per non ignorare la rinuncia all'impugnabilità che le parti avevano convenuto (par. 2.2.6).

In conclusione, la corte ribadisce un orientamento non eccessivamente restrittivo nei confronti delle clausole di rinuncia all'impugnabilità di sentenze arbitrali rese in Svizzera in arbitrati internazionali soggetti alla LDIP (cap. XII). Il Tribunale federale non si spinge, come suggerito da parte della dottrina<sup>(12)</sup>, fino al punto di dichiarare che un eventuale riferimento contrattuale alla rinuncia all'« appello » costituirà sempre e comunque una valida rinuncia ai sensi del diritto svizzero, soluzione questa che avrebbe il pregio della semplicità e prevedibilità, come la corte stessa riconosce (par. 2.2.4.2). La questione andrà invece sempre risolta tramite un'interpretazione caso per caso volta alla identificazione della « volontà comune » delle parti di escludere l'impugnabilità del lodo.

3. La sentenza affronta poi un argomento ulteriore di notevole interesse. Il ricorrente sosteneva che l'istituto della rinuncia all'impugnabilità *ex art.* 192 LDIP fosse di per sé in contrasto con la Convenzione per la salvaguardia dei Diritti dell'Uomo e delle Libertà fondamentali, che all'art. 6 tutela il diritto ad un equo processo. Secondo il ricorrente, tale contrasto si manifesterebbe soprattutto in quei casi in cui la rinuncia all'impugnabilità del lodo comporta la privazione di un controllo giurisdizionale nelle ipotesi particolarmente gravi di violazione da parte degli arbitri delle regole del contraddittorio o di contrarietà del lodo all'ordine pubblico.

Prima di vedere come il Tribunale federale risolve tale questione, è opportuno svolgere alcuni brevi cenni relativamente al rapporto tra arbi-

---

<sup>(11)</sup> In quest'ultimo senso, si veda KAUFMANN-KOHLER, RIGOZZI, *Arbitrage international - Droit et pratique à la lumière de la LDIP*, 2010, 474.

<sup>(12)</sup> BESSON, *op. cit.*, 1080, 1082.

trato e Convenzione europea dei diritti dell'uomo<sup>(13)</sup>. La Convenzione prevede, nel suo art. 6, par. 1, che « [o]gni persona ha diritto a che la sua causa sia esaminata equamente, pubblicamente ed entro un termine ragionevole da un tribunale indipendente e imparziale, costituito per legge, il quale sia chiamato a pronunciarsi sulle controversie sui suoi diritti e doveri di carattere civile ». Con una decisione del 1962, la Commissione europea dei diritti dell'uomo aveva modo per la prima volta di occuparsi dell'arbitrato. Secondo la Commissione, « la conclusione di una convenzione di arbitrato tra privati va inquadrata dal punto di vista giuridico come una rinuncia parziale all'esercizio dei diritti previsti dall'articolo 6, par. 1 », e nulla nel testo di questo articolo, né più in generale in quello di alcun altro articolo della Convenzione, preclude tale rinuncia<sup>(14)</sup>. Anzi, l'impegno a sottoporre controversie ad arbitrato presenta, a detta della Corte, « vantaggi indubbi per l'interessato e per l'amministrazione della giustizia »<sup>(15)</sup>. Fondamentale, per la Corte di Strasburgo, è tuttavia che l'atto di rinuncia al giudice statale a favore dell'arbitrato sia frutto di una libera scelta delle parti<sup>(16)</sup> e risulti espresso in maniera non equivoca<sup>(17)</sup>.

Alcuni spunti interessanti per il tema che si affronta in questa sede possono essere tratti da alcune decisioni e sentenze, in cui gli organi di Strasburgo si sono occupati del rapporto tra arbitrato e art. 6 della Convenzione in relazione al controllo del giudice statale in sede di annullamento del lodo. Sia la Commissione sia la Corte hanno sottolineato che i diritti interni si presentano alquanto diversi tra di loro nelle previsioni dei vari motivi di annullamento, e che, in virtù dell'ampia discrezionalità lasciata agli Stati in questo campo, gli Stati non sono obbligati ad assicurare il rispetto delle garanzie di cui all'articolo 6 nella integralità del suo contenu-

---

<sup>(13)</sup> In dottrina si veda CARELLA, *Arbitrato commerciale internazionale e Convenzione europea dei diritti dell'uomo*, in CARELLA (a cura di), *La Convenzione europea dei diritti dell'uomo e il diritto internazionale privato*, Torino, 2009, 53 ss.; CONSOLO, *L'equo processo arbitrale nel quadro dell'art. 6, § 1, della Convenzione europea dei diritti dell'uomo*, in *Riv. dir. civ.*, 1994, 453 ss.; RECCHIA, *Arbitrato e Convenzione europea dei diritti dell'uomo (prospettive metodologiche)*, in questa *Rivista*, 1993, 381 ss.; nonché (con particolare riferimento alla Svizzera) BESSON, *Arbitration and Human Rights*, in *ASA Bulletin*, 2006, 395 ss.

<sup>(14)</sup> Commissione europea dei diritti dell'uomo, *X. c. Repubblica Federale Tedesca*, 5 marzo 1962, n. 1197/61, reperibile al sito [www.echr.coe.int](http://www.echr.coe.int) cui si rinvia per la consultazione della giurisprudenza della Commissione e della Corte richiamata nel testo.

<sup>(15)</sup> Corte europea dei diritti dell'uomo, *Deweert c. Belgio*, 27 febbraio 1980, n. 6903/75, par. 49.

<sup>(16)</sup> In questo senso si veda già la Commissione europea dei diritti dell'uomo, *X. c. Repubblica Federale Tedesca*, cit.; successivamente Corte europea dei diritti dell'uomo, *Deweert c. Belgio*, cit., par. 49; Commissione europea dei diritti dell'uomo, *Nordström-Janzon e Nordström-Lehtinen c. Paesi Bassi*, 27 novembre 1996.

<sup>(17)</sup> Corte europea dei diritti dell'uomo, *Osmo Suovaniemi e altri c. Finlandia*, 23 febbraio 1999, n. 31737/96; *Suda c. Repubblica Ceca*, 28 gennaio 2011, n. 1643/06, par. 48 (« renonciation... libre, licite et sans équivoque »).

to<sup>(18)</sup>. La libertà degli Stati nella scelta dei motivi di annullamento può tradursi nella previsione di motivi di annullamento circoscritti, il che, per gli organi di Strasburgo è giustificabile in ragione delle ripercussioni di un possibile annullamento sui costi e sui tempi del procedimento arbitrale<sup>(19)</sup>. Inoltre, il ricorrente può perdere la possibilità di richiedere l'annullamento laddove non abbia fatto valere durante la procedura arbitrale il vizio che è alla base della domanda di annullamento. Così, nel caso *Osmo Suovaniemi e altri c. Finlandia*, il ricorrente aveva eccepito davanti al giudice statale in sede di annullamento del lodo la presunta mancanza di imparzialità e indipendenza di uno degli arbitri. Il giudice finlandese aveva ritenuto che, pur sussistendo dei dubbi circa l'imparzialità e l'indipendenza dell'arbitro, la parte aveva inequivocabilmente accettato tale situazione nel corso della procedura arbitrale e aveva così definitivamente rinunciato a far valere la doglianza. La Corte europea dei diritti dell'uomo riteneva che la rinuncia alle garanzie di cui all'art. 6 fosse stata consapevole e inequivoca e andasse dunque considerata valida ai sensi della Convenzione<sup>(20)</sup>. Se l'atteggiamento non restrittivo in tema di rinuncia alle garanzie dell'art. 6 mostrato dalla Corte in questa circostanza può forse fornire qualche spunto utile per l'analisi della compatibilità dell'art. 192 della LDIP con la CEDU, va anche rilevato che le due situazioni sono naturalmente assai diverse tra di loro. Altro è infatti perdere il diritto a far valere un motivo di annullamento a seguito di un comportamento acquiescente tenuto durante il procedimento arbitrale; altro è, come prevede l'art. 192 LDIP, rinunciare all'impugnabilità *in via preventiva*, in un momento cioè in cui la possibile violazione dei diritti della parte non è ancora venuta in essere. La Corte europea dei diritti dell'uomo non ha finora mai avuto modo di pronunciarsi espressamente su tale ultimo profilo.

Premesso quanto sopra circa lo stato della giurisprudenza della Corte europea dei diritti dell'uomo, è possibile ora esaminare come il Tribunale federale affronta la questione della compatibilità tra la rinuncia preventiva

---

(18) Commissione europea dei diritti dell'uomo, *Nordström-Janzone e Nordström-Lehtinen c. Paesi Bassi*, cit. Si veda anche CARELLA, *Arbitrato commerciale internazionale e Convenzione europea dei diritti dell'uomo*, cit., 63.

(19) Commissione europea dei diritti dell'uomo, *Nordström-Janzone e Nordström-Lehtinen c. Paesi Bassi*, cit. (« [The Commission] finds it reasonable that in this respect Dutch law requires strong reasons for quashing an already rendered award, since the quashing will often mean that a long and costly arbitral procedure will become useless and that considerable work and expense must be invested in new proceedings »); Corte europea dei diritti dell'uomo, *Osmo Suovaniemi e altri c. Finlandia*, cit. (« The Court considers that the Contracting States enjoy considerable discretion in regulating the question on which grounds an arbitral award should be quashed, since the quashing of an already rendered award will often mean that a long and costly arbitral procedure will become useless and that considerable work and expense must be invested in new proceedings »).

(20) Corte europea dei diritti dell'uomo, *Osmo Suovaniemi e altri c. Finlandia*, cit.

all'impugnabilità e l'art. 6 della CEDU, questione alla quale il Tribunale ritiene sia giunta l'ora di dare una risposta specifica (par. 3.1.3). Il tema, dibattuto in dottrina<sup>(21)</sup>, era stato già in precedenza portato all'attenzione del Tribunale federale. In una sentenza del 2008, il Tribunale aveva evitato di pronunciarsi su questo particolare profilo, in quanto il punto non era stato sufficientemente argomentato dal ricorrente<sup>(22)</sup>. In un precedente più rilevante, concernente l'impugnazione di un lodo in un arbitrato in materia di sport, il Tribunale federale aveva ritenuto inopponibile all'atleta ricorrente una rinuncia ad impugnare il lodo ex art. 192 LDIP. Il Tribunale aveva messo l'accento sulla struttura gerarchica dello sport professionistico, ove vi è un rapporto di tipo « verticale » tra gli atleti e le organizzazioni sportive, e non di tipo « orizzontale » come tra privati. In tale situazione di « arbitrato forzato »<sup>(23)</sup>, l'atleta che voglia partecipare alla competizione sportiva non ha normalmente altra scelta se non di firmare la rinuncia all'impugnabilità eventualmente contenuta nella clausola arbitrale. Tale circostanza faceva sì, secondo il Tribunale federale, che la rinuncia all'impugnabilità non fosse opponibile all'atleta in tali situazioni di volontà « non liberamente espressa ». Una tale rinuncia era inoltre da considerare « con cautela con riferimento all'art. 6 della CEDU »<sup>(24)</sup>.

Se dunque il Tribunale federale vede con sfavore la rinuncia a ricorrere al giudice in sede di impugnazione nel campo dell'arbitrato sportivo (tanto da considerarla normalmente inopponibile all'atleta), esso ritiene invece che la situazione meriti una risposta diversa nel contesto dell'arbitrato commerciale internazionale, ove le parti trattano su un piano formalmente paritario. Nella sentenza annotata, il Tribunale federale richiama alcune delle decisioni della Corte europea dei diritti dell'uomo esaminate in precedenza, secondo cui la rinuncia ad adire un tribunale statale a favore di un tribunale arbitrale deve essere libera, lecita e inequivoca<sup>(25)</sup>, e non deve risultare in contrasto con un interesse pubblico<sup>(26)</sup>. Per il Tribunale federale l'art. 192, definito quale « incarnazione procedurale del principio dell'autonomia della volontà », è pienamente rispettoso delle condizioni poste dalla

---

(21) Si vedano in particolare BESSON, *Arbitration and Human Rights*, cit., 404-406; CARELLA, *Arbitrato commerciale internazionale e Convenzione europea dei diritti dell'uomo*, cit., 64-65; KRAUSZ, *Waiver of Appeal to the Swiss Federal Tribunal: Recent Evolution of the Case Law and Compatibility with ECHR, Article 6*, in *Journal of International Arbitration*, 2011, 137 ss.

(22) Decisione del Tribunale federale del 6 marzo 2008, n. 4A-500/2007, ATF 134 III 260, pubblicata in *ASA Bulletin*, 2009, 94 ss., par. 3.2.3.

(23) RIGOZZI, *L'arbitrage international en matière de sport*, Basilea, 2005, 249 ss.

(24) Decisione del Tribunale federale del 22 marzo 2007, n. 4P.172/2006, ATF 133 III 235, pubblicata in *ASA Bulletin*, 2007, 592 ss.

(25) Corte europea dei diritti dell'uomo, *Suda c. Repubblica Ceca*, cit., par. 48.

(26) Corte europea dei diritti dell'uomo, *Pauger c. Austria*, 28 maggio 1997, n. 16717/90, par. 58.

giurisprudenza della Corte europea dei diritti dell'uomo. Per essere valida dal punto di vista del diritto svizzero, la rinuncia deve infatti risultare da un accordo (e non da un mero atto unilaterale), deve essere fatta in modo « espresso » (ossia « chiaro e preciso », come richiede la giurisprudenza del Tribunale) e deve essere espressione della libera volontà (il che implica che una clausola può essere annullabile per i vizi del consenso). Inoltre, la rinuncia all'impugnabilità non può essere considerata in contrasto con un interesse pubblico, dal momento che l'arbitrato commerciale internazionale è un metodo di risoluzione delle controversie da parte di giudici privati, gli arbitri, che le parti hanno liberamente scelto (par. 3.2).

L'analisi da parte del Tribunale federale avrebbe forse meritato qualche ulteriore approfondimento. In particolare, ci si sarebbe potuti chiedere se un interesse pubblico vada ravvisato nella garanzia da parte degli Stati di un controllo giurisdizionale che abbia un contenuto minimo e che sia irrinunciabile dalle parti. È vero che non è rinvenibile nella giurisprudenza di Strasburgo una risposta univoca a tale questione. Un passaggio di una decisione della Commissione nel caso *Nordström-Janzone e Nordström-Lehtinen c. Paesi Bassi* sembrerebbe suggerire che sia richiesto un controllo, seppur minimo, a livello statale sul lodo<sup>(27)</sup>. È tuttavia difficile trarre l'ulteriore conclusione che tale controllo minimo non solo debba esistere (come avviene anche in Svizzera, in virtù dell'art. 190) ma debba anche essere inderogabile dai privati. A salvare l'istituto dell'art. 192 da una censura di incompatibilità con la CEDU concorrerebbe poi, secondo alcuni autori<sup>(28)</sup>, il fatto che rimane comunque salvo il controllo del giudice in sede di esecuzione del lodo<sup>(29)</sup>. Tale elemento è, per la verità, non del tutto determinante, almeno in quei casi in cui non ci sarà alcun giudizio di esecuzione del lodo perché ad esempio il tribunale arbitrale ha rigettato tutte le domande dell'attore o si è dichiarato incompetente<sup>(30)</sup>. In queste situazioni, la presenza di una rinuncia *ex art. 192 LDIP* comporterà la soppressione di ogni controllo giurisdizionale.

---

<sup>(27)</sup> Commissione europea dei diritti dell'uomo, *Nordström-Janzone e Nordström-Lehtinen c. Paesi Bassi*, cit. (« account must be taken... of the legislative framework providing for such [arbitration] proceedings in order to determine whether the domestic courts retained some measure of control of the arbitration proceedings and whether this control has been properly exercised in the concrete case », corsivo aggiunto). Si veda anche REID, *A Practitioner's Guide to the European Convention on Human Rights*, Londra, 2011, 113 (« some degree of court supervision of arbitration procedures may be required »).

<sup>(28)</sup> In questo senso CARELLA, *Arbitrato commerciale internazionale e Convenzione europea dei diritti dell'uomo*, cit., 65; BRINER, VON SCHLABRENDORFF, *Article 6 of the European Convention on Human Rights and its Bearing upon International Arbitration*, in BRINER, FORTIER, BERGER, BREDOW (a cura di), *Law of International Business and Dispute Settlement in the 21st Century - Liber Amicorum Karl-Heinz Böckstiegel*, Colonia, 2001, 89 ss., 100.

<sup>(29)</sup> Si veda l'art. 192 c. 2 LDIP.

<sup>(30)</sup> BESSON, *Arbitration and Human Rights*, cit., 405, n. 45.

A ben vedere, una risposta diversa da quella data dal Tribunale federale svizzero era difficilmente ipotizzabile, in assenza di una chiara indicazione in senso contrario rinvenibile nella giurisprudenza di Strasburgo. Dichiarare incompatibile l'art. 192 con la CEDU avrebbe significato per il Tribunale smentire la propria prassi ormai consolidata, favorevole a dare effetto all'istituto della rinuncia preventiva in presenza di determinate condizioni. Nella sentenza annotata, il giudice elvetico dimostra dunque ancora una volta un atteggiamento estremamente pragmatico e benevolo nei confronti dell'arbitrato commerciale: ove la rinuncia *ex art. 192 LDIP* sia fatta in maniera consapevole e sia espressa in modo inequivocabile, non vi è ragione di privare le parti di un istituto che permette loro di evitare l'intervento delle corti statali, a tutela della confidenzialità e della celerità del giudizio.

MICHELE POTESTÀ